

Materieel recht

19

De uitoefening van het recht van vrije meningsuiting voor advocaten heeft zijn prijs

Europees Hof voor de Rechten van de Mens
12 februari 2019, JUD007046512,
ECLI:CE:ECHR:2019:0212
(mr. G. Yudkivska, mr. P. Pinto de Albuquerque, mr. F. Vehabović, mr. E. Kūris, mr. I. Antoanella Motoc, mr. C. Ranzoni, mr. P. Paczolay)
Noot Mr. N.A. de Leon-van den Berg

Europees recht. Grondrechten. Vrijheid van meningsuiting advocaat. Proportionaliteit.

[Art. 10 EVRM]

Een Portugese advocaat verzoekt het nationale Superior Court of Justice (CSM) in een brief een tuchtrechtelijk onderzoek in te stellen naar een rechter die zich schuldig zou hebben gemaakt aan corruptie en aan het niet onpartijdig zijn geweest in zijn behandeling van een civiele zaak, waarin de advocaat als gemachtigde optrad. De advocaat kan zijn beschuldigingen niet voldoende onderbouwen en klaagt bij het EHRM dat het vonnis waarin hij tot het betalen van een hoge schadevergoeding aan de rechter wordt veroordeeld in strijd is met het recht op vrijheid van meningsuiting van de advocaat (artikel 10 EVRM).

NB: Het arrest is thans alleen nog in de Franse taal gepubliceerd, waardoor ik hier volsta met het opnemen van de meest relevante alinea's uit het arrest. Voor de volledige tekst verwijs ik u naar het ECLI-nummer dan wel de link.¹

Pais Pires de Lima
c.
Portugal

Europees Hof:

(...)

59. La Cour rappelle que la liberté d'expression vaut aussi pour les avocats. Outre la substance des idées et des informations exprimées, elle englobe leur mode d'expression. Les avocats ont ainsi notamment le droit de se prononcer publiquement sur le fonctionnement de la justice, même si leur critique ne saurait franchir certaines limites (*Morice c. France* [GC], no 29369/10, § 134, CEDH 2015, et les références qui y sont citées).

60. La question de la liberté d'expression est liée à l'indépendance de la profession d'avocat, cruciale pour un fonctionnement effectif de l'administration équitable de la justice (*Sialkowska c. Pologne*, no 8932/05, § 111, 22 mars 2007). Ce n'est donc qu'exceptionnellement qu'une limite touchant la liberté d'expression de l'avocat de la défense – même au moyen d'une sanction pénale légère – peut passer pour nécessaire dans une société démocratique (*Nikula*, précité, § 55, et *Kyprianou c. Chypre* [GC], no 73797/01, § 174, CEDH 2005XIII).

61. Il convient toutefois de distinguer selon que l'avocat s'exprime dans le prétoire ou en dehors de celui-ci (*Morice*, précité, § 136). S'agissant tout d'abord des « faits d'audience », dès lors que la liberté d'expression de l'avocat peut soulever une question sous l'angle du droit de son client à un procès équitable, l'équité milité également en faveur d'un échange de vues libre, voire énergique, entre les parties et l'avocat a le devoir de « défendre avec zèle les intérêts de ses clients », ce qui le conduit parfois à s'interroger sur la nécessité de s'opposer ou non à l'attitude du tribunal ou de s'en plaindre. De plus, la Cour tient compte du fait que les propos litigieux ne sortent pas de la salle d'audience (*idem*, § 137). Concernant ensuite les propos tenus en dehors du prétoire, elle rappelle que la défense d'un client peut se poursuivre avec une apparition dans un journal télévisé ou une intervention dans la presse et, à cette occasion, avec une information du public sur des dysfonctionnements de nature à nuire à la bonne marche d'une instruction (*idem*, § 138).

62. Il reste que les avocats ne peuvent tenir des propos d'une gravité dépassant le commentaire admissible sans solide base factuelle et qu'ils ne peuvent pas non plus proférer des injures. La Cour apprécie les propos dans leur contexte général, notamment pour savoir s'ils peuvent passer pour trompeurs ou comme une attaque gratuite et pour s'assurer que les expressions utilisées en l'espèce présentent un lien suffisamment étroit avec les faits de l'espèce

1 EHRM 12 februari 2019, ECLI:CE:ECHR:2019:0212 JUD007046512 (*Pais de Pires de Lima vs Portugal*).

(idem, § 139, et les nombreuses références qui y sont citées).

63. Pour finir, la Cour rappelle que toute décision accordant des dommages et intérêts pour diffamation doit présenter un rapport raisonnable de proportionnalité avec l'atteinte causée à la réputation (Tolstoy Miloslavsky c. Royaume-Uni, 13 juillet 1995, § 49, série A no 316B).

64. En l'espèce, la Cour note que le requérant a été condamné civilement en raison des accusations qu'il avait formulées à l'encontre du juge R.P. dans une lettre adressée le 1er mars 2007 au CSM par laquelle il demandait l'ouverture d'une enquête disciplinaire contre le juge R.P. (paragraphe 7 ci-dessus). Elle constate aussi que cette enquête a été classée sans suite par une décision du CSM rendue le 22 mai 2007 (paragraphe 8 ci-dessus). Saisies de la demande en responsabilité civile du juge R.P., les juridictions internes ont, quant à elles, unanimement considéré que les allégations de « combine grossière », de partialité et de corruption formulées par le requérant dans cette lettre étaient particulièrement graves et qu'elles mettaient en cause non seulement l'honneur personnel du juge R.P. mais aussi son éthique professionnelle en tant que représentant du pouvoir judiciaire (paragraphe 15, 17, 19, 20 et 22 ci-dessus). Elles ont considéré qu'il s'agissait de déclarations de fait non étayées et formulées, de manière réfléchie, en dehors du mandat d'avocat du requérant étant donné que la lettre en question avait été envoyée un an après la conclusion de la procédure que l'intéressé critiquait dans son exposé (paragraphe 15, 16, 19 et 22 ci-dessus). Elles ont en outre considéré que le requérant n'avait pas agi de bonne foi et n'ont pas pris en compte les circonstances atténuantes alléguées relatives à son état de faiblesse psychologique et psychique au moment des faits (paragraphe 8, 17 et 22 ci-dessus).

65. S'agissant de la nature des critiques faites par le requérant à l'encontre du juge R.P., la Cour observe qu'elles portaient sur la manière dont le juge R.P. avait conduit l'affaire civile engagée par sa cliente. Le requérant en tirait néanmoins deux conclusions: d'une part, il soutenait qu'il y avait eu une combine grossière entre l'avocat de la partie défenderesse et le juge R.P. qui avait ainsi manqué à son devoir d'impartialité et, d'autre part, il accusait ce dernier d'être corrompu. Pour le requérant, les expressions litigieuses relevaient de jugements de valeur. Suivant l'analyse des juridictions internes, le Gouvernement conteste cette thèse, estimant qu'il s'agissait au contraire de déclarations de fait (paragraphe 43 et 51

ci-dessus). La Cour est également d'avis que les accusations du requérant à l'encontre du juge R.P. constituaient pour l'essentiel des déclarations de fait (comparer avec Morice, précité, § 156, Peruzzi c. Italie, no 39294/09, § 60, 30 juin 2015 et, mutatis mutandis, Egill Einarsson c. Islande, no 24703/15, § 52, 7 novembre 2017). Outre la mise en cause de son éthique professionnelle, et plus particulièrement son devoir d'impartialité, le requérant accusait le juge R.P. du crime de corruption passive. La Cour estime qu'il était par conséquent normal que les juridictions internes aient attendu du requérant qu'il corrobore ses accusations par des éléments pertinents. À ce sujet, elle note que, en ce qui concerne l'allégation de manque d'impartialité du juge R.P., le requérant s'est fondé sur la manière dont ce dernier avait tranché la cause. Or le requérant est uniquement parvenu à prouver que le juge R.P. avait bâillé au moment de ses plaidoiries (paragraphe 16 ci-dessus). Quant aux accusations de corruption, la Cour relève que le requérant demandait la conduite d'une enquête sur le patrimoine immobilier du juge R.P. Si, dans sa décision, le CSM ne s'est pas prononcé pas à cet égard, les juridictions civiles saisies par la suite par le juge R.P. ont jugé, en tenant compte des éléments dont elles disposaient, que les imputations factuelles du requérant n'étaient pas fondées. Dès lors, les motifs avancés par les juridictions internes pour condamner le requérant paraissent à première vue « pertinents » et « suffisants ».

66. Cependant, la Cour estime que l'indemnité de 50 000 EUR que le requérant a été condamné à verser au juge R.P. est excessive, d'autant plus que les accusations n'ont pas été faites publiquement mais au moyen d'une plainte adressée au CSM, organe ayant compétence disciplinaire sur les magistrats (voir, a contrario, Gouveia Gomes Fernandes et Freitas e Costa c. Portugal, no 1529/08, § 40, 29 mars 2011, Morice, précité, § 140, et Peruzzi, précité, 30 juin 2015). Sur ce point en particulier, elle considère qu'un tel moyen d'action était tout aussi adéquat et disponible que ceux cités dans l'arrêt du 4 octobre 2011 de la cour d'appel de Lisbonne (paragraphe 19 ci-dessus). Les juridictions internes ont néanmoins considéré que les déclarations litigieuses avaient fait l'objet de discussions dans le milieu judiciaire. À cet égard, la Cour estime que le requérant ne saurait être tenu pour responsable des fuites d'une procédure censée rester confidentielle.

67. Ainsi, aux yeux de la Cour, la somme que le requérant a été condamné à verser au juge R.P. à titre

de dommages et intérêts n'a pas ménagé le juste équilibre voulu (voir, mutatis mutandis, Steel et Morris c. Royaume-Uni, no 68416/01, § 96, CEDH 2005II, Riolo c. Italie, no 42211/07, § 71, 17 juillet 2008, et Medipress-Sociedade Jornalística, Lda c. Portugal, no 55442/12, § 45, 30 août 2016). La Cour estime qu'une telle condamnation est en outre de nature à produire un effet dissuasif pour la profession d'avocat dans son ensemble, notamment lorsqu'il s'agit pour les avocats de défendre les intérêts de leurs clients (voir, mutatis mutandis, Nikula, précité, § 55, Gouveia Gomes Fernandes et Freitas e Costa, précité, § 54, et Erdener c. Turquie, no 23497/05, § 39, 2 février 2016).

68. Eu égard aux observations susmentionnées, la Cour estime que les dommages-intérêts accordés en l'espèce étaient disproportionnés au but légitime poursuivi. L'ingérence dans la liberté d'expression du requérant n'était donc pas « nécessaire dans une société démocratique ». Partant, il y a eu violation de l'article 10 de la Convention.

(...)

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. *Dit que M. Luís Gonzaga Pais Pires de Lima, M. José Augusto Pais Pires de Lima, Mme Maria Pais Pires de Lima et Mme Maria José Pais Pires de Lima da Cunha Coutinho et ses neveux, M. Luís Gonzaga de Amorim Pires de Lima et M. Miguel Luís Magalhães Pires de Lima ont qualité pour poursuivre la présente procédure en lieu et place du requérant;*

2. *Déclare la requête recevable;*

3. *Dit qu'il y a eu violation de l'article 10 de la Convention;*

4. *Dit que le constat d'une violation fournit en soi une satisfaction équitable suffisante pour le dommage moral subi par le requérant;*

5. *Rejette la demande de satisfaction équitable pour le surplus.*

Fait en français, puis communiqué par écrit le 12 février 2019, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

NOOT

Inleiding

1. Advocaat Pais Pires de Lima wordt aansprakelijk gesteld voor de schade aan rechter R.P. doordat de advocaat in een brief aan het gerechtshof

rechter R.P. beschuldigt van corruptie en van het niet onpartijdig zijn geweest in zijn behandeling van een civiele zaak, waarin de advocaat als gemachtigde optrad. De advocaat vraagt om een tuchtrechtelijk onderzoek, maar kan zijn beschuldigingen niet voldoende onderbouwen. De advocaat wordt veroordeeld tot het betalen van een schadevergoeding van € 50.000 aan rechter R.P. In hoger beroep wordt die schadevergoeding zelfs opgehoogd naar € 100.000, maar het hoogerechtshof verlaagt die vergoeding in hoogste instantie tot € 50.000. De advocaat klaagt bij het EHRM dat het vonnis waarin hij tot het betalen van de schadevergoeding van € 50.000 aan de rechter R.P. wordt veroordeeld in strijd is met het recht op vrijheid van meningsuiting van de advocaat (artikel 10 EVRM).

2. De beklaagde rechter heeft op zijn beurt de klacht van Pais de Pires onder de aandacht gebracht van de Orde van Advocaten. Hierop is een tuchtprocedure aangevangen tegen Pais de Pires. De in die tuchtprocedure benoemde rapporteur concludeert dat de door Pais de Pires gebezigde termen weliswaar virulent zijn, maar dat Pais de Pires zijn mandaat had uitgeoefend om de rechten te verdedigen van de partij die hij in de procedure vertegenwoordigde en deze dus terecht binnen de uitoefening van zijn mandaat als advocaat vallen. Het enige dat Pais de Pires wel kon worden verweten is dat Pais de Pires niet volgens de geldende regels rechter R.P., voorafgaand aan het indienen van de klacht bij de CSM, dit voornemen ook heeft medegedeeld aan de rechter. Dat tuchtrechtelijke verwijt wordt bewezenverklaard zonder oplegging van een maatregel (§ 24 en 25).

3. Advocaat Pais Pires de Lima overlijdt na het indienen van zijn verzoekschrift bij het EHRM. Het EHRM overweegt dat hij in een aantal soortgelijke gevallen rekening heeft gehouden met de wens om de procedure van erfgenamen of naaste familieleden voort te zetten, in dit geval de broers, zussen en neven van Pais de Pires de Lima, ook al hebben zij geen wezenlijk direct belang bij de procedure, maar zoals zij beweren, wel een legitiem moreel belang om de procedure voort te zetten, zodat het EHRM bepaalt of de veroordeling van advocaat Pais de Pires plaatsvond in strijd met zijn recht op vrijheid van meningsuiting of niet.

4. Gelet op de bijzondere omstandigheden van de zaak verleent het hof hen, overeenkomstig zijn

rechtspraak, bevoegdheid om Pais Pires in deze procedure te vervangen.

5. Overigens kan ik mij voorstellen dat er bij de erfgenamen ook een financieel belang meespeelt.

Toetsingskader

6. Het EHRM is van oordeel dat de civielrechtelijke veroordeling van de advocaat tot betalen van schadevergoeding aan de rechter een inmenging vormt van het recht van de advocaat op diens vrijheid van meningsuiting. Het EHRM constateert voorts dat deze civiele maatregel is bedoeld om de rechten van anderen te beschermen, in dit geval het recht op het niet aantasten van de eer en goede naam van een rechter, en dus ook om het vertrouwen in de rechtsbedeling te borgen (... *et qu'elle visait ainsi également à préserver la confiance dans l'administration de la justice*, vertaling NB, § 56). Vervolgens moet worden vastgesteld of deze inmenging 'noodzakelijk was in een democratische samenleving'.

7. Het EHRM herhaalt dat de vrijheid van meningsuiting ook van toepassing is op advocaten. Naast de kern van ideeën en informatie welke tot uitdrukking worden gebracht, omvat deze vrijheid ook de wijze waarop die mening wordt geuit. De advocaten hebben het recht om te reageren – in het openbaar – op functioneren van justitie, zelfs als die kritiek bepaalde grenzen overschrijdt (*Morice v. Frankrijk* [GC], No. 29369/10, § 134, EVRM 2015).

8. De kwestie van de vrijheid van meningsuiting houdt verband met de onafhankelijkheid van de advocatuur, die van cruciaal belang is voor de doeltreffende werking van een goede rechtsbedeling (*Sialkowska vs. Polen*¹, § 111). Het is dan ook uitzonderlijk dat een beperking van de vrijheid van meningsuiting van de advocaat van de verdediging – zelfs door middel van een lichte straf – noodzakelijk wordt geacht in een democratische samenleving (*Nikula vs Finland*, § 55).

9. Daarbij is het wel noodzakelijk om te onderscheiden of de advocaat in de rechtszaal – (...) *De plus, la Cour tient compte du fait que les propos litigieux ne sortent pas de la salle d'audience*

(*Morice vs France*², § 136) – of daarbuiten spreekt.

10. Wat de opmerkingen buiten de rechtszaal betreft, is met name van belang dat de advocaat in dat geval niet ontheven is van zijn zorgplicht met betrekking tot het geheim van het lopende onderzoek wanneer hij in het openbaar spreekt (*Morice vs France*, § 138).

11. Bovendien mogen advocaten in hun uitlatingen niet verder gaan dan het toelaatbare commentaar. Er moet een voldoende feitelijke basis voor die uitlatingen zijn. De uitlatingen worden in hun algemene context beoordeeld door het EHRM, met inbegrip van de vraag of zij misleidend of zinloos ('*une attaque gratuite*') kunnen zijn en om ervoor te zorgen dat de in deze zaak gebruikte termen voldoende nauw verband houden met de feiten van de zaak (*Morice vs France*, § 139).

12. Ook roept het EHRM in herinnering dat elk besluit tot toekenning van schadevergoeding wegens laster een redelijke evenredigheidsverhouding moet hebben met de schade die aan de reputatie wordt berokkend (§ 62).

In casu

13. In het onderhavige geval oordeelt het EHRM dat de opgelegde schadevergoeding een inmenging is in het door artikel 10 EVRM beschermde recht op vrijheid van meningsuiting. Hoewel deze inmenging wel degelijk door de wet is geregeld, en legitieme belangen waarborgt welke zijn neergelegd in artikel 10 lid 2 EVRM, zoals de eer en goede naam van de rechter R.P., dient nog te worden vastgesteld of deze inmenging 'noodzakelijk was in een democratische samenleving'.

14. Het EHRM overweegt dat de gronden van de uitspraak van de nationale rechter de opgelegde schadevergoeding lijken te kunnen dragen. Echter, de schadevergoeding van € 50.000 die verzoeker aan rechter R.P. heeft moeten betalen, wordt buitensporig hoog geoordeeld. Ook omdat de klachten over de rechter niet publiekelijk zijn gedaan maar door middel van een klachtbrief gericht aan het Gerechtshof (CSM, instantie met disciplinaire jurisdictie over magistraten, zie hiervoor).

1 EHRM 22 maart 2007; ECLI:CE:ECHR:2007:0322 JUD000893205 (*Sialkowska vs. Polen*), § 111.

2 EHRM 23 april 2015; ECLI:CE:ECHR:2015:0423 JUD002936910 (*Morice vs France*).

15. De opgelegde schadevergoeding is onevenredig ten opzichte van het nagestreefde rechtmatige doel dat het opleggen van een dergelijke schadevergoeding ook een afschrikwekkend effect ('un effet dissuasif' oftewel 'chilling effect'³) kan hebben op de advocatuur als geheel, met name als het gaat om advocaten die de belangen van hun cliënten verdedigen.

16. De inmenging in de vrijheid van meningsuiting van Pais de Pires is daarom volgens het EHRM niet 'noodzakelijk in een democratische samenleving', waardoor er sprake is van schending van artikel 10 van het verdrag.

17. Op grond van artikel 41 van het verdrag wijst het EHRM de door de advocaat gevorderde immateriële schade (overigens is verzocht een bedrag gelijk aan de opgelegde schadevergoeding in de nationale procedure) af, omdat het EHRM van oordeel is dat de vaststelling van de schending van artikel 10 EVRM voldoende compensatie vormt.

18. In dit geval oordeelt het EHRM de hoogte van de toegewezen schadevergoeding disproportioneel ten opzichte van het nagestreefde rechtmatige doel. Met dat nagestreefde doel wordt in elk geval de eer en goede naam van de rechter en ook het streven om het vertrouwen in de goede rechtsbedeling te bewaren. Nu de advocaat zijn klachten over de rechter niet (voldoende) in rechte heeft kunnen onderbouwen, is het niet ondenkbaar dat de betrokken rechter schade heeft ondervonden.

19. Terecht heeft het EHRM geoordeeld dat een schadevergoeding van € 50.000 disproportioneel is. De klacht over rechter R.P. is per brief aan het CSM gezonden. Bovendien gaat van een exorbitant hoge schadevergoeding evident een 'chilling effect' uit. Je zult je wel nog eens achter de oren krabben voordat je als advocaat een klacht indient bij het CSM, als je het risico loopt op veroordeling tot een schadevergoeding ter grootte van een goed jaarsalaris (in beroep is het bedrag zelfs verhoogd tot € 100.000, hoewel dat in hoogste instantie weer is teruggedraaid naar € 50.000, vide § 22), maar toch. Waarbij het bovendien onduidelijk is hoe de schadevergoeding is opgebouwd. Zit in dit exorbitant hoge bedrag de schade voor de individuele rechter als ook de

rechtelijke macht in het algemeen verdisconteert of valt het totale bedrag in zijn geheel toe aan de individuele rechter?

20. De vraag die echter rest is of er van een lagere schadevergoeding niet ook een 'chilling effect' zou zijn uitgegaan. Is het immers niet toekenning van de schadevergoeding op zichzelf genomen, waar dit afschrikwekkend effect van uitgaat.

21. Niet alleen omdat de bedoelde uitlatingen schriftelijk zijn gedaan bij een gerechtelijk orgaan dat juist ook is belast met de beoordeling van klachten over rechters. Met andere woorden: de klachten zijn niet verder gekomen dan de rechtszaal. Maar bovenal ook omdat er een schadevergoeding is opgelegd. Gaat er niet juist een 'chilling effect' uit van het opleggen van een schadevergoeding – hoe laag ook – temeer nu in de tuchtrechtelijke procedure tegen Pais de Pires zelf, geïnitieerd door rechter R.P., is vastgesteld dat Pais de Pires met de door hem gebezigde bewoordingen wel binnen de uitoefening van zijn mandaat als advocaat is gebleven?

22. En hoewel het EHRM niet treedt in de inhoudelijke weging van de nationale rechter om een verplichting tot schadevergoeding op te leggen, gaat het EHRM in het geheel voorbij (kennelijk net als de nationale civiele rechter) aan deze conclusie (dat Pais de Pires handelde binnen zijn mandaat als advocaat) in de tuchtrechtelijke procedure.

23. Dat vind ik opmerkelijk omdat ik meen dat juist de tuchtrechter bij uitstek is geëquipeerd om gedragingen van de beroepsgroep, van een goed advocaat, in de gegeven omstandigheden te beoordelen.

24. Toch wordt geoordeeld door de civiele rechter dat Pais de Pires niet binnen zijn mandaat handelt en wordt hij veroordeeld tot betaling van de schadevergoeding. Het lijkt me dat dit toch op zijn minst genomen een beperking van de vrijheid van meningsuiting van een advocaat is, maar ook dat hier twee legitieme, te beschermen belangen met elkaar botsen. Waarom de goede naam van de rechter voorgaat op de vrijheid van meningsuiting van de advocaat wordt niet duidelijk. Er is hier sprake van een botsing van grondrechten.

25. Het EHRM had wat mij betreft hier wel een tipje van de sluier mogen oplichten.

26. Voor je eigen beroepsgroep handel je binnen en conform de norm, maar de kans op een 'tegenklacht' en een daaruit voortvloeiende 'bijko-

3 EHRM 23 maart 2002, ECLI:CE:ECHR:2002:0321 JUD003161196 (*Nikula vs Finland*) § 54.

mende' schadevergoeding lijkt niet bepaald denkbeelding. Op deze manier wordt een onwenselijke situatie gecreëerd, omdat er een eigen belang voor de advocaat kan ontstaan bij de te voeren verdediging. Namelijk het belang om van een schadevergoeding verschoond te blijven wanneer je optreedt en je werkt doet.

27. Het is opmerkelijk dat – zoals hiervoor aangehaald – het EHRM in de zaak Nikula⁴ zelfs een lichte straffende maatregel als een uitzonderlijke beperking op die vrijheid van meningsuiting aanmerkt, maar dat niet doet voor een zware maatregel als het opleggen van een schadevergoeding. Slechts de hoogte van de schadevergoeding in de onderhavige kwestie zou strijdigheid met artikel 10 EVRM opleveren.

28. Wat mij betreft laat het EHRM hier de kans liggen om het belang van de onafhankelijkheid van de advocatuur, die cruciaal is voor de doeltreffende werking van een eerlijke rechtsbedeling, te benadrukken.⁵ Bovendien had het EHRM waarde kunnen toedichten aan het oordeel in de tuchtrechtelijke procedure in verhouding tot de opgelegde schadevergoeding. Maar het EHRM zwijgt hierover.

Conclusie

29. Met andere woorden: een advocaat heeft recht op vrije meningsuiting, ook jegens een rechter. Maar zelfs al constateert het EHRM dat er sprake is van inmenging in die vrijheid van meningsuiting, dan loop je toch het risico op een veroordeling tot het betalen van een civielrechtelijke schadevergoeding. Kortom, het recht op vrijheid van meningsuiting kent een (hoge) prijs.
30. Het 'chilling effect' gaat – wat mij betreft – dit keer dan ook uit van het arrest van het EHRM.

Mr. N.A. de Leon-van den Berg
Advocaat bij Advocatenkantoor De Leon en
hoofdredacteur van Tijdschrift Tucht recht.

20

Hof schrijft notaris zorgplicht jegens geëxecuteerde voor

Gerechtshof Amsterdam
18 december 2018, 200.237.481/01 NOT,
ECLI:NL:GHAMS:2018:4733
(mr. J.H. Lieber, mr. H.T. van der Meer, mr.
A.H.N. Stollenwerck)
Noot Mr. G.L. Maaldrink, Mr. E.J.M. van
Rijckevorsel-Teeuwen

Notarieel tuchtrecht. Zorgplicht.

[Wet op het notarisambt art. 107; Wetboek
van Burgerlijke Rechtsvordering art. 525
(geldt in geval van niet-digitaal procederen)]

Na ongegrondverklaring door de kamer oordeelt het hof dat de functie van de notaris in het rechtsverkeer hem onder bijzondere omstandigheden ook verplicht tot een zekere zorg voor de belangen van derden die mogelijkerwijs zijn betrokken bij de door zijn cliënten verlangde werkzaamheden. Het hof overweegt voorts dat gelet op het feit dat na de gunning van het object aan koper een periode van vijf jaar was verstreken waarin de levering niet was voltooid de op de notaris rustende zorgplicht meebracht dat hij ook zelf de bij de executieveling betrokken derden, onder wie klaagster als geëxecuteerde, had moeten informeren over de door hem ontvangen dagvaarding met betrekking tot de door veilingkoper ahangig gemaakte procedure. Het hof houdt de notaris voor dat nu voor klaagster grote financiële belangen op het spel stonden nu zij haar onroerende zaken definitief dreigde kwijt te raken, klaagster op de voet van artikel 217 Rv. had kunnen vorderen zich in de procedure tussen koper en de notaris te mogen voegen of daarin te mogen tussenkomen, en zo komt het hof dat tot een gegrondverklaring van dit klachtonderdeel met oplegging van een berisping met kostenveroordeling.

Met betrekking tot de beide overige klachtonderdelen overweegt het Hof dat de zorgplicht van een notaris jegens een geëxecuteerde mee brengt dat laatstbedoelde door de notaris op de hoogte

4 EHRM 23 maart 2002, ECLI:CE:ECHR:2002:0321 JUD003161196 (Nikula vs Finland) § 55.

5 EHRM 22 maart 2007; ECLI:CE:ECHR:2007:0322 JUD000893205 (Sialkowska vs. Polen), § 111.